

DONNÉES & ANALYSE



RÉGION
 BOURGOGNE
 FRANCHE
 COMTÉ

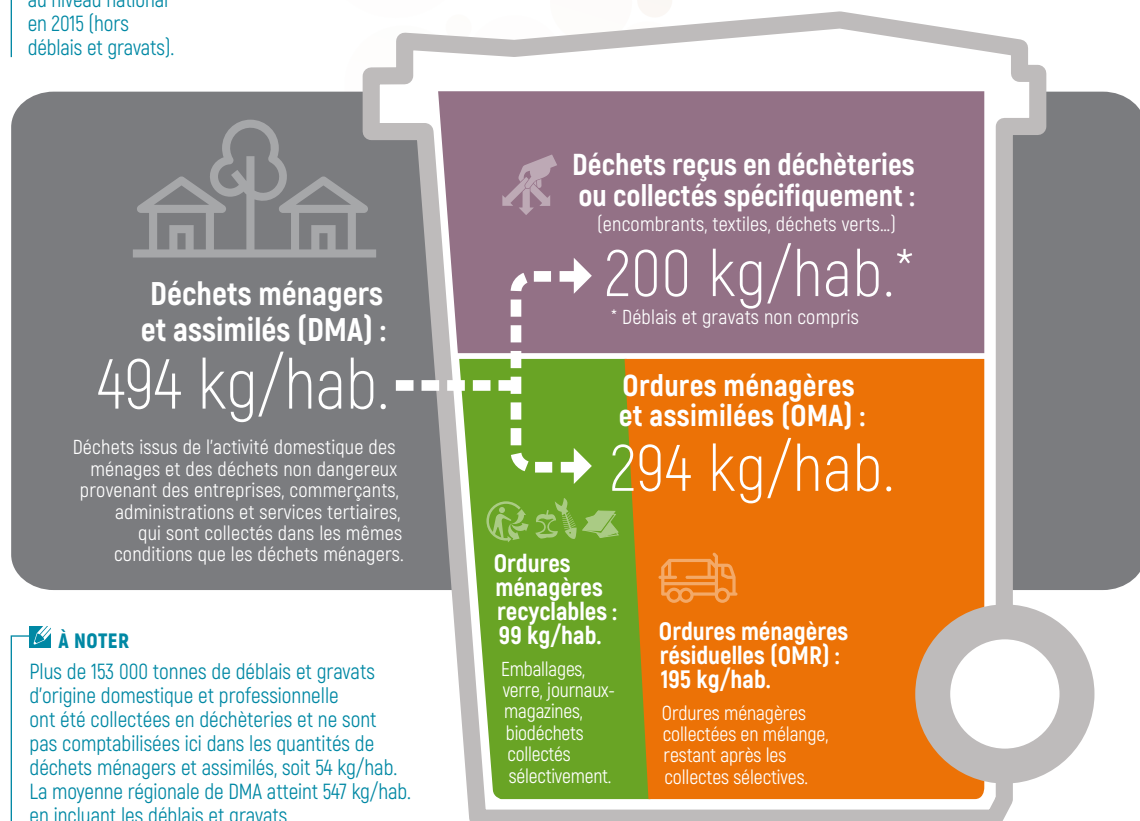


La collecte des déchets ménagers et assimilés (DMA) en Bourgogne-Franche-Comté

POINT DE REPÈRE

494 kg/hab. de DMA collectés en 2017 contre 518 kg/hab. au niveau national en 2015 (hors déblais et gravats).

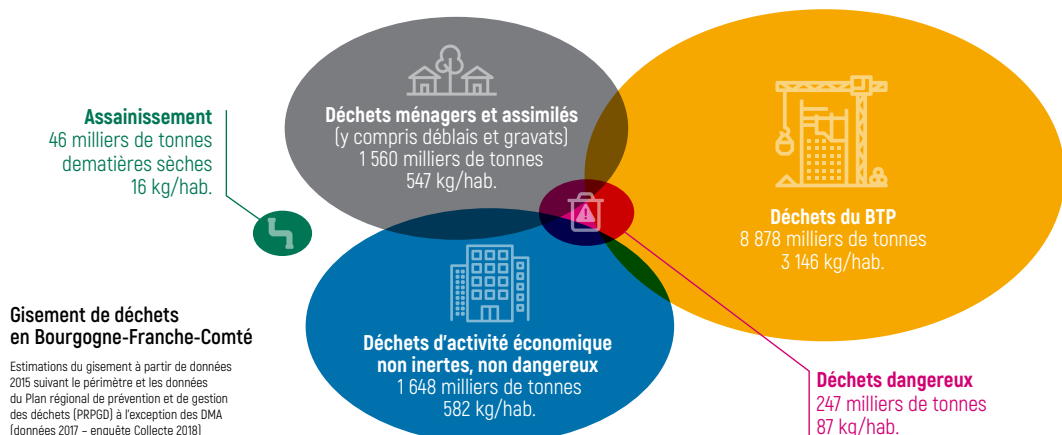
Plus de 1,4 million de tonnes en 2017 (hors déblais et gravats)



À NOTER

Plus de 153 000 tonnes de déblais et gravats d'origine domestique et professionnelle ont été collectées en déchèteries et ne sont pas comptabilisées ici dans les quantités de déchets ménagers et assimilés, soit 54 kg/hab. La moyenne régionale de DMA atteint 547 kg/hab. en incluant les déblais et gravats.

Des quantités de DMA inférieures aux gisements de déchets d'activité économique (DAE) et déchets du BTP



La Bourgogne-Franche-Comté au regard des objectifs nationaux

La loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), publiée en août 2015, consacre son titre IV à la lutte contre les gaspillages et à la promotion de l'économie circulaire. Elle fixe plusieurs objectifs concernant les déchets :

- Objectif 1 : réduire de 10 % d'ici 2020 les déchets ménagers et assimilés produits par habitant.
- Objectif 2 : réduire de 30 % les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2020 par rapport à 2010, et de 50 % en 2025.
- Objectif 3 : atteindre 55 % de déchets non dangereux non inertes valorisés sous forme de matière d'ici 2020, et 65 % d'ici 2025.
- Objectif 4 : valoriser 70 % des déchets du BTP à l'horizon 2020.

Le rôle de la Région dans la politique de gestion des déchets

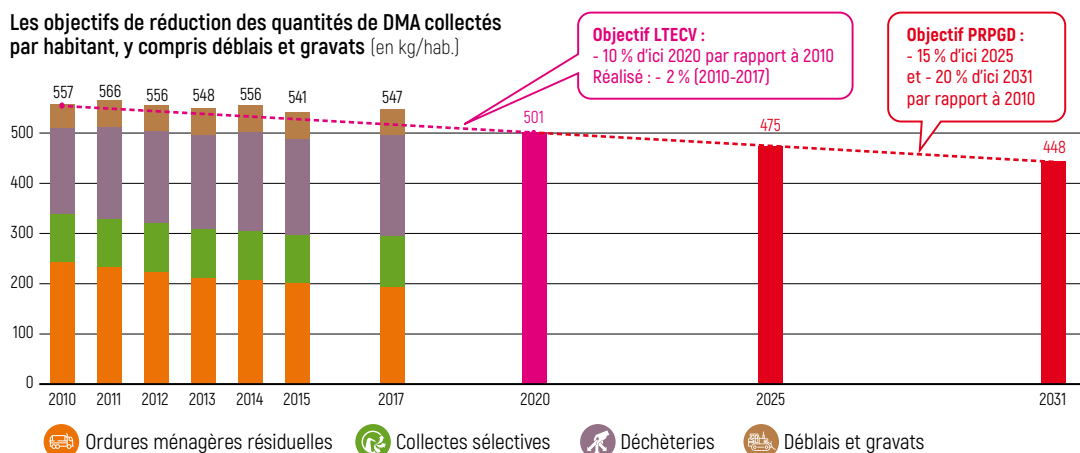
Le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) est un document de planification stratégique qui coordonne à l'échelle régionale l'ensemble des actions de prévention et de gestion des déchets menées par tous les acteurs du territoire (collectivités, entreprises, éco-organismes, habitants...). À travers son élaboration, la Région Bourgogne-Franche-Comté définit les objectifs et les actions à mener pour réduire la production de déchets et augmenter leur valorisation.

Concernant les déchets ménagers et assimilés (DMA), le PRPGD va au-delà des objectifs réglementaires en inscrivant une réduction de la production de DMA de 15 % en 2025 par rapport à 2010, et de 20 % en 2031.

Objectif 1 de la LTECV et du PRPGD : un rythme de diminution en dessous de celui attendu

La LTECV fixe un objectif de réduction de 10 % entre 2010 et 2020, soit une baisse moyenne annuelle de 1 %. Les quantités de DMA collectées par habitant ont baissé de seulement 2 % entre 2010 et 2017, et on observe une augmentation de 6 kg par habitant entre 2015 et 2017.

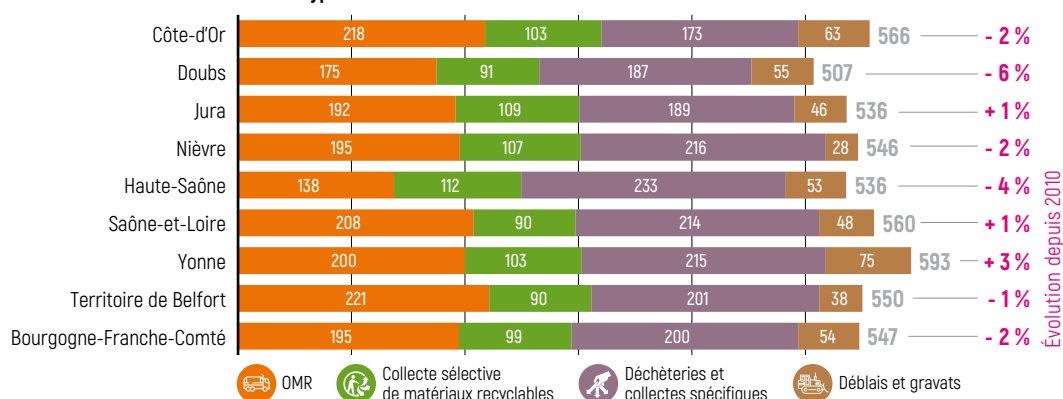
Les objectifs de réduction des quantités de DMA collectés par habitant, y compris déblais et gravats (en kg/hab.)



La prévention des déchets

10 kg de DMA en moins par habitant depuis 2010

Répartition départementale des DMA collectés (y compris déblais et gravats, en kg/hab.) selon le type de collecte en 2017

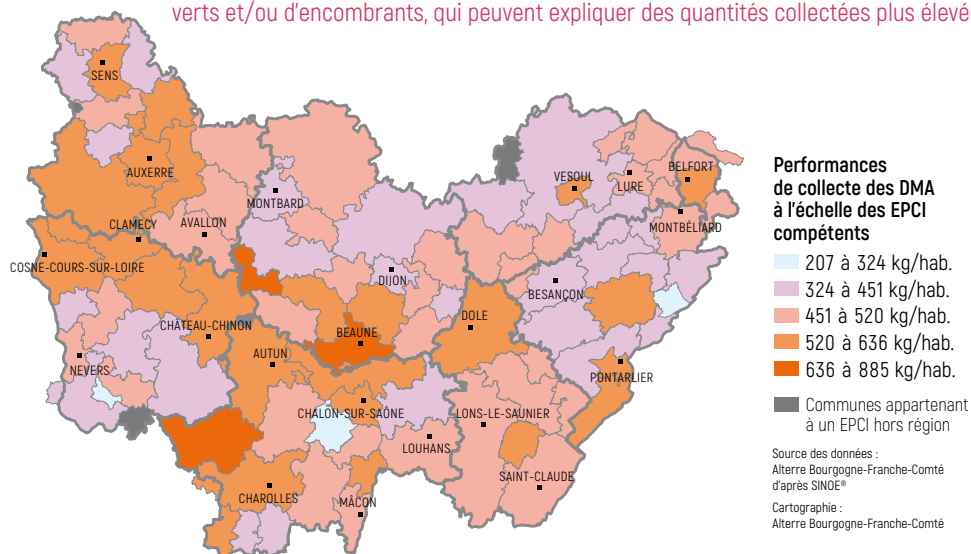


Les performances de collecte des DMA varient de 507 à 593 kg/hab. selon les départements. La Haute-Saône et le Doubs présentent les plus fortes baisses entre 2010 et 2017 avec une tarification incitative sur l'ensemble du territoire favorisant une diminution des OMR produites (- 40 % pour la Haute-Saône et - 24 % pour le Doubs) et une augmentation du tri (respectivement + 36 % et + 6 %). En revanche, l'Yonne connaît une hausse des DMA collectés par habitant. Les quantités de déchets reçus en déchèteries augmentent de 59 %, en lien notamment avec l'ouverture de plusieurs déchèteries.

Des performances qui varient de 1 à 4 entre les collectivités

Des écarts entre les collectivités qui peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs :

- La typologie de l'habitat : plus de déchets de jardin sont produits en collectivités rurales, mais ces déchets sont davantage pris en charge directement par l'usager.
- Les activités économiques, plus présentes en milieu urbain, engendrent des déchets collectés en mélange avec les ordures ménagères.
- Le tourisme, qui génère une production de déchets supplémentaires.
- La densité du parc de déchèteries qui permet de capter un gisement plus élevé.
- La mise en place dans certaines collectivités de collectes spécifiques de déchets verts et/ou d'encombrants, qui peuvent expliquer des quantités collectées plus élevées.

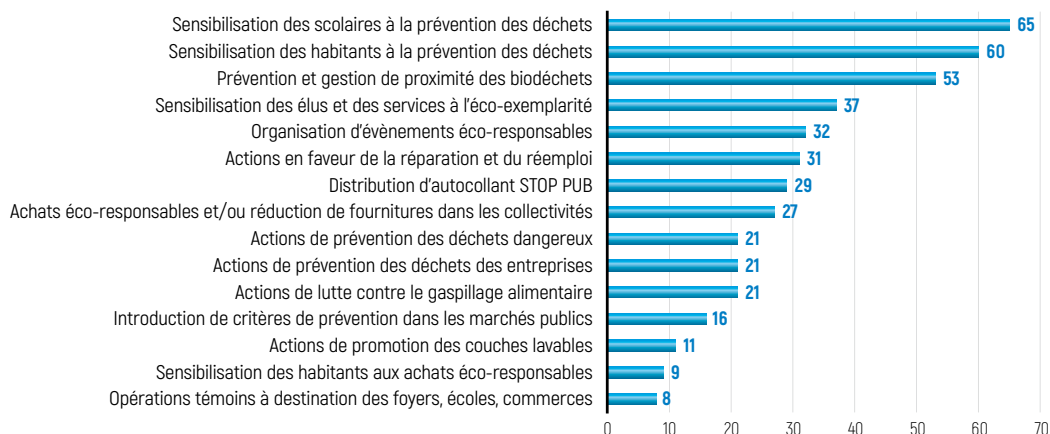


Les actions de prévention menées par les collectivités

La sensibilisation et la gestion de proximité des biodéchets sont les actions les plus fréquentes

Nombre de collectivités ayant déclaré ces actions de prévention en 2017

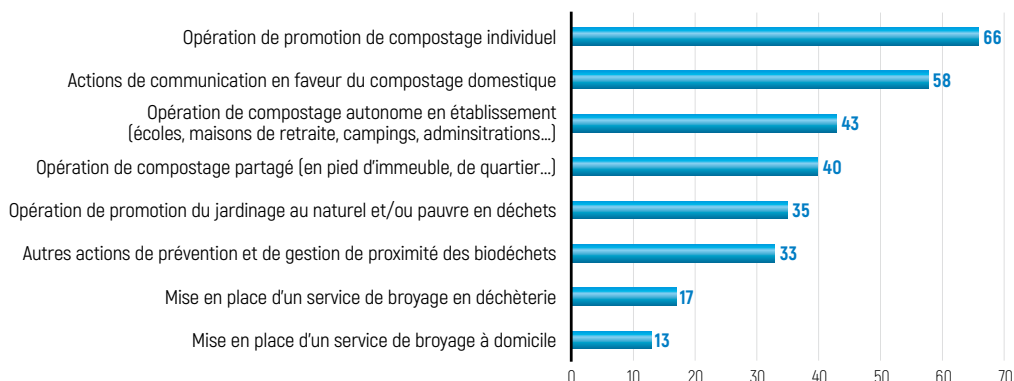
Les informations et données présentées sont une exploitation de l'enquête Collecte 2018 (données 2017) menée auprès des collectivités de Bourgogne-Franche-Comté. L'état des actions menées en 2017 en matière de prévention se base sur 89 collectivités ayant répondu à au moins une question, soit 92 % des collectivités. Toutes les collectivités ayant répondu déclarent avoir réalisé au moins une action parmi les thématiques identifiées ci-dessous.



Pour ancrer le geste de prévention dans la durée, les collectivités poursuivent leurs efforts de sensibilisation auprès de tous les acteurs, notamment les scolaires : 96 % des collectivités ayant répondu déclarent avoir mis en place ce type d'action en 2017. Les collectivités continuent à utiliser la gestion de proximité des biodéchets (compostage domestique, partagé en pied d'immeubles ou à l'échelle d'un quartier) dans un objectif de tri à la source de ces déchets ; 69 % des collectivités ayant répondu déclarent avoir organisé au moins une action sur cette thématique.

Une diversification de la gestion de proximité des biodéchets

Nombre de collectivités ayant déclaré ces actions de gestion de proximité des biodéchets en 2017



Historiquement centrées sur le compostage domestique (75 % des collectivités ayant répondu déclarent avoir réalisé ce type d'action en 2017), les opérations de prévention et de gestion de proximité des biodéchets s'élargissent à d'autres techniques : promotion du jardinage au naturel (44 % des collectivités ayant répondu), mise en place d'un service de broyage de déchets verts en déchèterie ou à domicile (44 %). Elles sortent également de plus en plus du cadre domestique avec le développement du compostage partagé (48 % des collectivités ayant répondu) et du compostage autonome en établissement (55 %).

DE NOUVELLES ACTIONS QUI SE DÉVELOPPENT

**"STOP PUB"**

Plus de 39 000 boîtes aux lettres équipées dans l'année, d'après les collectivités ayant répondu.

**COMMERCE ENGAGÉ**

Une action déclarée dans une collectivité sur deux.

**GASPILLAGE ALIMENTAIRE**

Une sensibilisation auprès de multiples cibles :

29 % à destination des scolaires, 13 % à destination du grand public, 13 % à destination des restaurateurs.

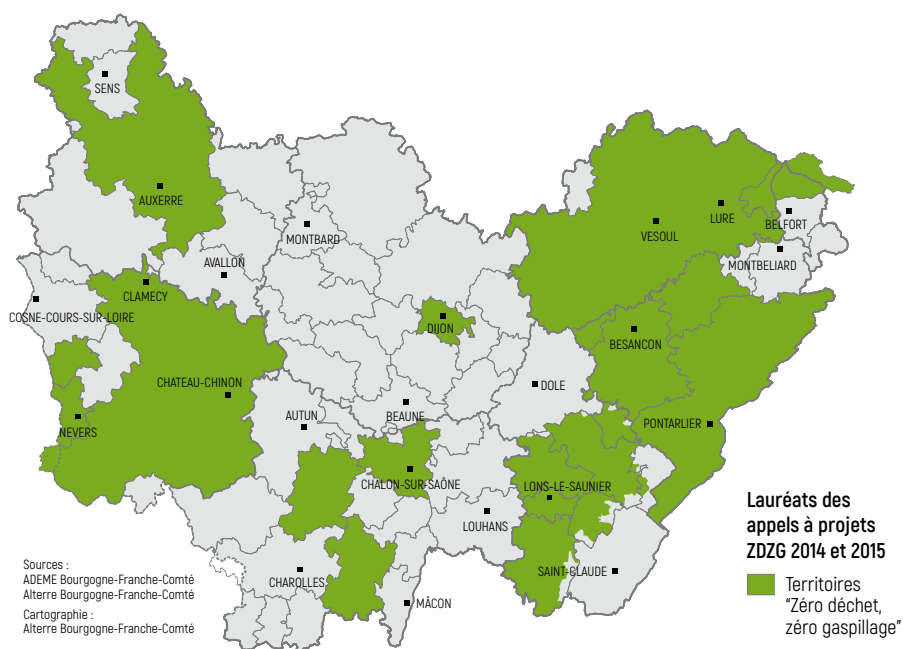
**RÉPARATION, RÉEMPLOI**

123 déchèteries équipées en conteneurs et/ou chalets du réemploi, soit 38 % des déchèteries de la région.
55 ressourceries ou recycleries déclarées.

**COUCHES LAVABLES**

40 % des actions déclarées concernent un service de couches lavables dans des structures d'accueil,
20 % des actions de promotion des couches lavables à destination des assistantes maternelles.

La moitié de la population régionale couverte par l'appel à projets national "Zéro déchet, zéro gaspillage" (ZDZG)



Le décret du 15 juin 2015 rend désormais obligatoire la définition de programmes locaux de prévention par l'ensemble des collectivités responsables de la collecte ou du traitement des DMA.

Avec la volonté d'aller plus loin, 13 territoires ont été lauréats des appels à projets nationaux "Zéro déchet, zéro gaspillage" (ZDZG) en 2014 et 2015, concernant 54 % de la population de Bourgogne-Franche-Comté.

14 territoires ont également initié des démarches d'Écologie industrielle et territoriale (EIT) soutenues par l'ADEME. L'EIT constitue la dimension territoriale de l'économie circulaire. Elle s'appuie sur l'étude de la nature, de la provenance et de la destination des flux pour identifier et développer des synergies industrielles, initier de la mutualisation de moyens et de services, et du partage d'infrastructures.

Les différents flux de déchets collectés



Ordures ménagères résiduelles (OMR)

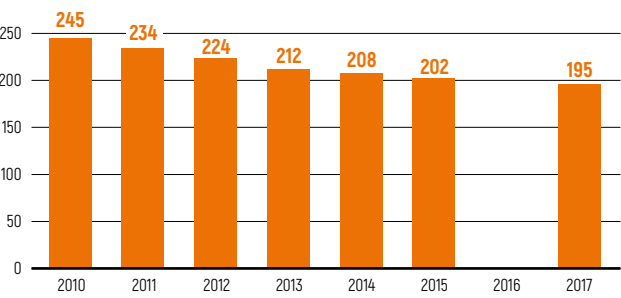
POINT DE REPÈRE

195 kg/hab. collectés en 2017 en région contre 261 kg/hab. au niveau national en 2015.

Une baisse de 20 % entre 2010 et 2017

Depuis 2010, les quantités d'OMR collectées ne cessent de baisser (50 kg/hab. en moins) en raison principalement de la mise en place des tarifications incitatives (30 % de la population régionale), mais aussi du développement des collectes spécifiques de biodéchets, de l'élaboration et la mise en œuvre des programmes locaux de prévention, notamment avec le développement du compostage domestique. Cette diminution des OMR est liée également à l'extension des consignes de tri à tous les plastiques à partir de 2016, qui a permis de détourner une partie du flux vers les déchets ménagers recyclables.

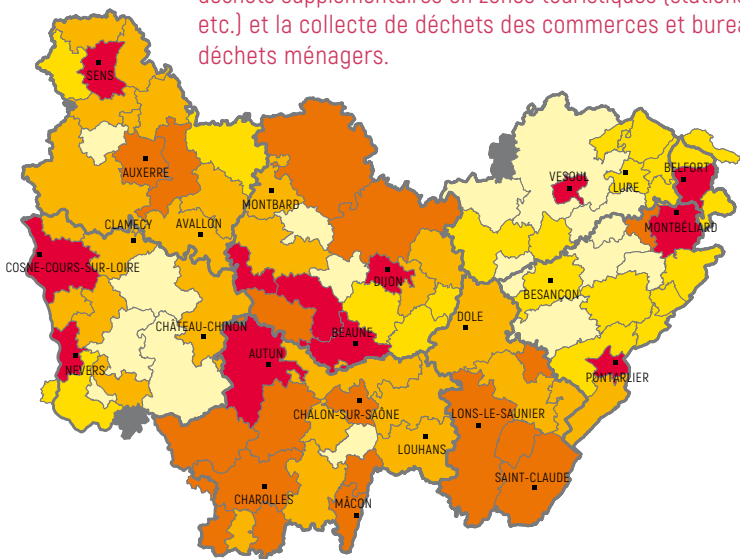
Évolution des quantités d'OMR collectées entre 2010 et 2017 (en kg/hab.)



De 87 à 280 kg d'OMR collectées par habitant

Les performances de collecte des OMR varient dans un rapport de un à trois entre les collectivités. Les collectivités rurales présentent une moyenne plus faible d'OMR collectées par habitant (169 kg). On peut supposer qu'une gestion plus fréquente de certains déchets directement chez l'utilisateur, notamment les biodéchets, permet de réduire les quantités collectées. La dispersion des résultats est toutefois importante au sein de ces collectivités (de 87 à 258 kg/hab.). La mise en place de la tarification incitative et la collecte sélective des biodéchets sont les facteurs explicatifs les plus évidents, en particulier dans les départements de la Haute-Saône, du Doubs et de la Nièvre.

Les écarts entre les collectivités peuvent également s'expliquer par la production de déchets supplémentaires en zones touristiques (stations de ski, lacs du Jura, Morvan, etc.) et la collecte de déchets des commerces et bureaux en zone urbaine avec les déchets ménagers.



Performances de collecte des OMR à l'échelle des EPCI compétents

- 87 à 120 kg/hab.
- 120 à 158 kg/hab.
- 158 à 188 kg/hab.
- 188 à 228 kg/hab.
- 228 à 280 kg/hab.

Communes appartenant à un EPCI hors région

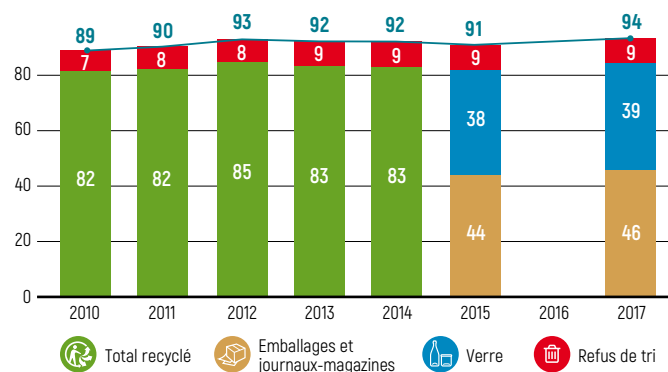
Source des données :
Alterre Bourgogne-Franche-Comté
d'après SINOE®
Cartographie :
Alterre Bourgogne-Franche-Comté



Verre, emballages et journaux-magazines

Des quantités recyclées qui progressent entre 2015 et 2017

Quantités de matériaux collectées issues des collectes sélectives de verre, d'emballages et journaux-magazines (en kg/hab.)



À NOTER

Les quantités d'emballages et journaux-magazines ont été sous-évaluées pour le département de la Côte-d'Or en 2011, et surévaluées en 2012, une part des tonnages collectés en 2011 au centre de tri de Dijon n'ayant été recyclée qu'en 2012.

En 2017, 85 kg/hab. de verre, d'emballages et de journaux-magazines ont été recyclés une fois les refus de tri écartés. Un résultat en augmentation entre 2015 et 2017 (+ 3 %) qui s'explique notamment par le développement de l'extension des consignes de tri à tous les plastiques. Cette simplification des règles de tri relance les quantités collectées sans augmenter les erreurs de tri.

POINT DE REPÈRE

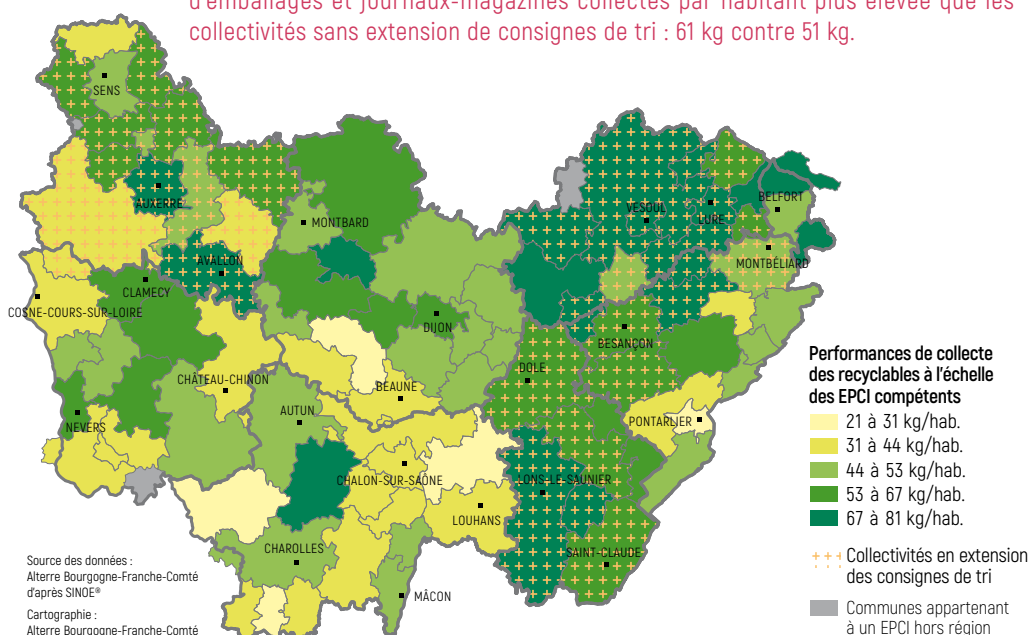
Emballages et journaux-magazines :
55 kg/hab. collectés en 2017 en région contre 47 kg/hab. au niveau national en 2015.

Verre :
39 kg/hab. collectés en 2017 en région contre 29 kg/hab. au niveau national en 2015.

10 kg d'emballages et journaux-magazines collectés en plus par habitant avec l'extension des consignes de tri

Mise en place progressivement, l'extension des consignes de tri à tous les plastiques doit concerner tout le territoire national d'ici 2022. Fin 2018, elle couvre 40 % de la population de Bourgogne-Franche-Comté dont les emballages sont acheminés vers les centre de tri d'Ormay (Yonne), Besançon (Doubs), Noidans-le-Ferroux (Haute-Saône) et Lons-le-Saunier (Jura).

En 2017, les collectivités en extension des consignes de tri présentent une moyenne d'emballages et journaux-magazines collectés par habitant plus élevée que les collectivités sans extension de consignes de tri : 61 kg contre 51 kg.





Déchets reçus en déchèteries ou collectés spécifiquement

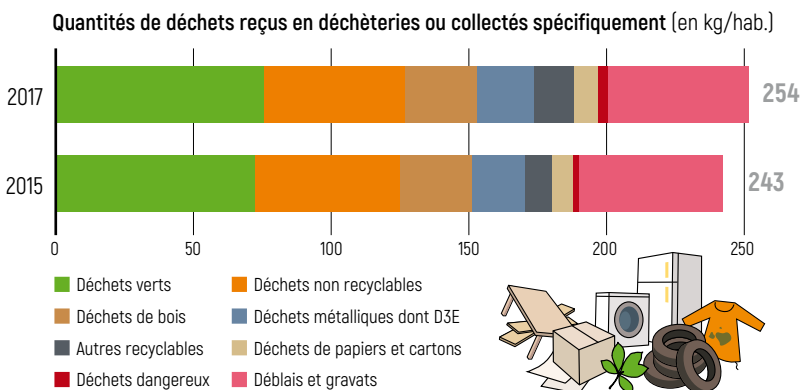
Encore 27 % de déchets sans filière de valorisation

570 000 tonnes, soit 200 kg/hab. de déchets ont été collectés (hors déblais et gravats) dans les 324 déchèteries régionales ou par des collectes spécifiques (encombrants, déchets verts en apport volontaire, textiles...). Les déchets non recyclables, qui sont principalement des encombrants, représentent 146 000 tonnes, soit 51 kg/hab.

Plus de 153 000 tonnes de déblais et gravats ont été reçus en déchèteries dont 2 kg/hab. de plâtre. La filière de traitement et de valorisation du plâtre est en cours de structuration en Bourgogne-Franche-Comté. En effet, le plâtre correctement séparé peut réintégrer le circuit de fabrication.

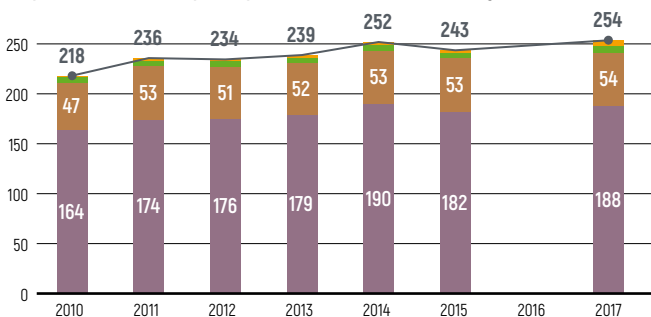
POINT DE REPÈRE

188 kg/hab. de déchets collectés en déchèteries (hors déblais et gravats) en 2017 en région contre 148 kg/hab. au niveau national en 2015.



Une hausse des quantités reçues en déchèteries qui se poursuit

Quantités de déchets collectés en déchèteries (y compris déblais et gravats) ou par des collectes spécifiques entre 2010 et 2017 (en kg/hab.)



» Une charte d'accueil des professionnels en déchèterie en Bourgogne-Franche-Comté

Deux chartes existaient, une en ex-Bourgogne et une ex-Franche-Comté. Un accord officiel est en cours entre les partenaires pour les homogénéiser avec une signature et un lancement des actions au dernier trimestre 2019. Les objectifs de cette nouvelle charte sont de favoriser la valorisation des déchets produits en petite quantité par les professionnels qui n'ont pas d'autre exécutaire sur leur territoire et de les sensibiliser à la gestion des déchets, ou encore limiter les dépôts sauvages ou le brûlage.

- Autres collectes spécifiques (encombrants, déchets ménagers spéciaux)
- Collecte spécifique de déchets verts en apport volontaire
- Déblais et gravats
- Déchèteries

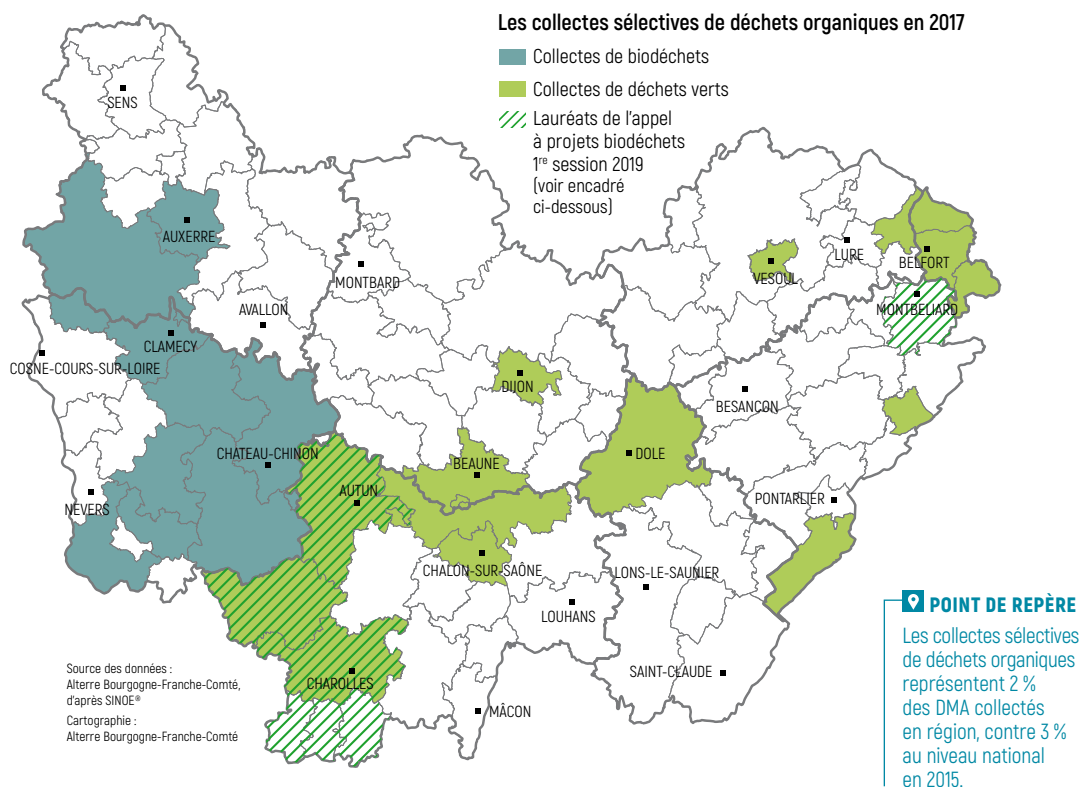
Les apports en déchèteries et les déchets collectés spécifiquement représentent une part croissante de la collecte des DMA : 37 % en 2017 contre 31 % en 2010. Ils constituent pour la première fois le flux le plus important à gérer devant les OMR. Composés à 37 % de déchets verts, ces apports peuvent être réduits lorsque les particuliers les gèrent directement dans leurs jardins par le compostage, ou lorsque les collectivités proposent un service de broyage de végétaux en déchèteries ou sur placette.



Déchets organiques

Plus d'un quart des collectivités ont une collecte sélective

Ces territoires de Bourgogne-Franche-Comté collectent sélectivement plus de 34 000 tonnes de déchets organiques, soit par une collecte de biodéchets en porte-à-porte ou de déchets verts à la demande, ou encore par la mise à disposition de bennes en apport volontaire.



► Vers une généralisation du tri à la source des biodéchets

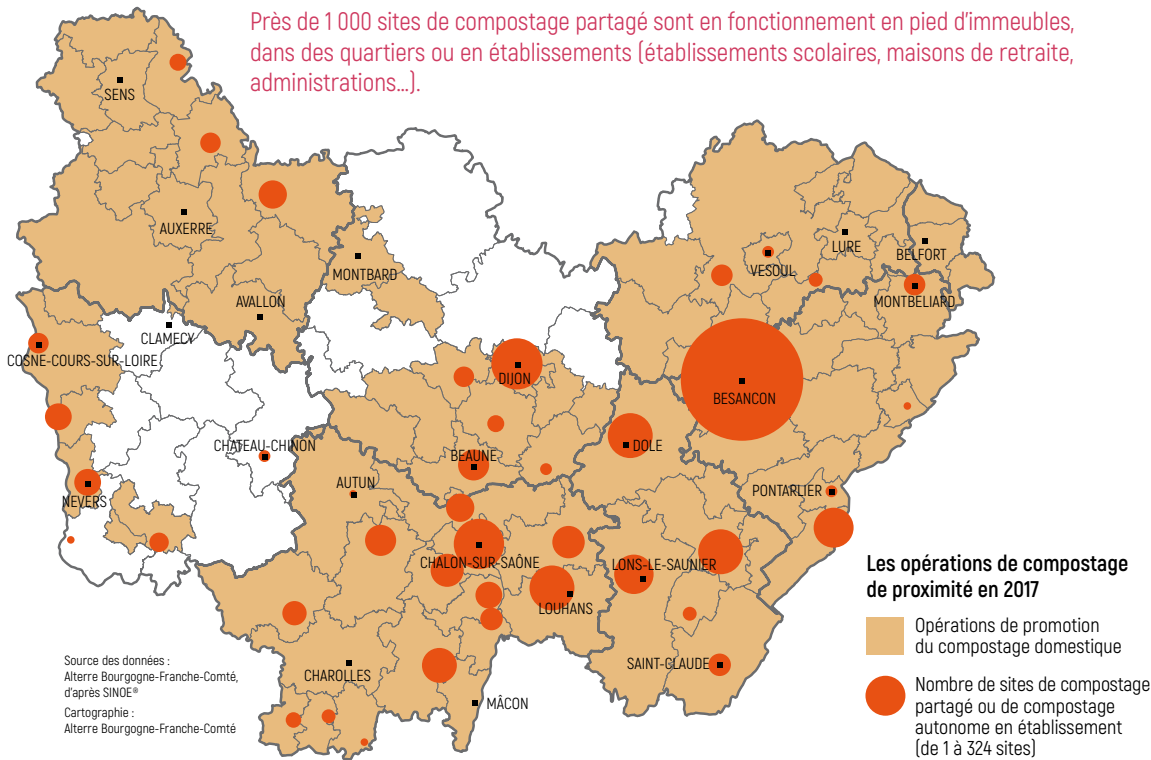
Le paquet économie circulaire de l'Union européenne exige que le tri à la source des biodéchets soit mis en place au plus tard le 31 décembre 2023. L'ADEME accompagne les collectivités dans l'anticipation de cette nouvelle réglementation. Les différentes solutions proposées pour le tri des biodéchets (déchets alimentaires et déchets verts) constituent un des moyens pour atteindre les objectifs nationaux de réduction des déchets repris dans les plans régionaux.

Ainsi, pour accompagner les collectivités dans cette transition, la direction régionale Bourgogne-Franche-Comté de l'ADEME a lancé en 2019 un appel à projets de généralisation du tri à la source des biodéchets comprenant un volet gestion de proximité et un volet collecte sélective.

Des collectivités de plus en plus engagées dans le compostage de proximité

85 % des communes sont concernées par une opération de promotion du compostage domestique sur leur territoire. Les collectivités déclarent ainsi avoir distribué plus de 7 000 composteurs durant l'année 2017.

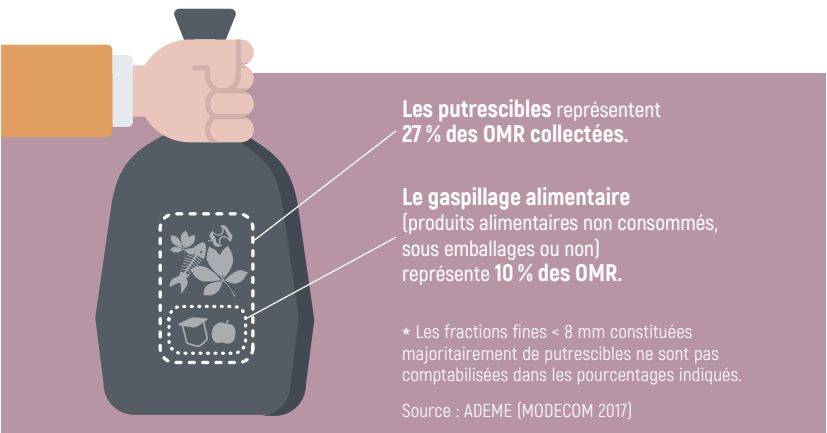
Près de 1 000 sites de compostage partagé sont en fonctionnement en pied d'immeubles, dans des quartiers ou en établissements (établissements scolaires, maisons de retraite, administrations...).



Les déchets putrescibles : encore plus du quart des OMR

L'ADEME a réalisé en 2017 une troisième campagne nationale de caractérisation des DMA (MODECOM 2017). Si la part de déchets putrescibles dans la "poubelle grise" a diminué depuis dix ans (près de 30 % en 2007), ils représentent encore 27 % des OMR. Associés aux papiers sanitaires et domestiques souillés (essuie-tout, mouchoirs...), ils constituent plus du tiers du gisement valorisable notamment en les collectant via les collectes séparées de biodéchets.

La lutte contre le gaspillage alimentaire est l'un des principaux axes pour réduire les déchets putrescibles présents dans les OMR. L'objectif fixé dans le cadre du Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire, initié en 2013, est de réduire de 50 % le gaspillage sur l'ensemble de la chaîne alimentaire en France d'ici 2015.



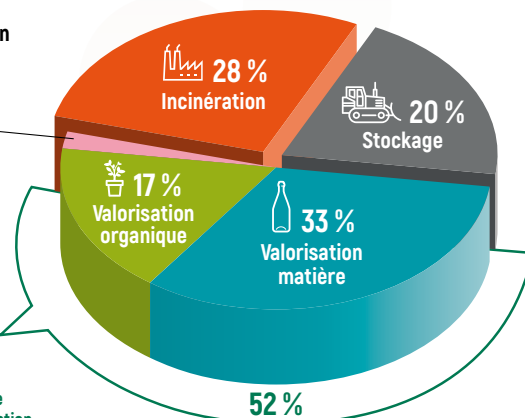
Le traitement et la valorisation des DMA

52 % des DMA valorisés en 2017 : + 5 points par rapport à 2015

Répartition par destination des DMA collectés (hors déblais et gravats)

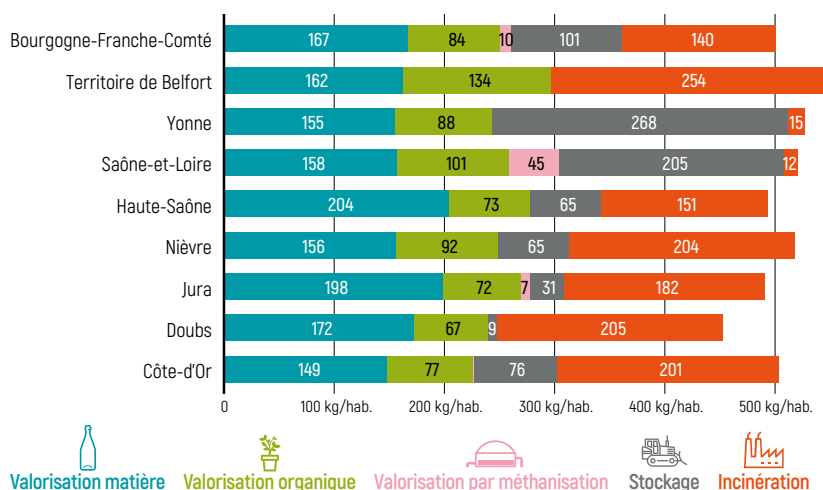
2 %
Valorisation par méthanisation

Taux de valorisation des DMA =
valorisation matière
+ valorisation organique
+ valorisation par méthanisation



La part de la valorisation matière est en augmentation entre 2015 et 2017 (+ 3 points), en lien avec le déploiement de l'extension des consignes de tri à tous les plastiques à partir de 2016.

Un taux de valorisation qui varie de 45 % à 58 % selon les départements



Valorisation matière
 Valorisation organique
 Valorisation par méthanisation
 Stockage
 Incinération

MÉTHODOLOGIE

La destination considérée ici correspond à la destination finale des déchets :

- Les quantités indiquées dans les filières de recyclage matière et biologique correspondent aux quantités de déchets sortant de ces installations ; les refus de tri et de compostage sont ôtés.
- Les quantités indiquées en stockage ou en incinération intègrent les refus de tri ou de compostage mis en décharge ou incinérés.
- Les quantités recyclées comprennent les métaux récupérés sur mâchefers ou compost.
- Les quantités indiquées en stockage s'entendent hors mâchefers.
- Les pertes inhérentes au processus de recyclage chez les industriels ne sont pas prises en compte.

► La valorisation énergétique dans les UIOM et ISDND en 2017

En 2017, les neuf unités d'incinération des ordures ménagères (UIOM) valorisent l'énergie produite lors de l'incinération des déchets, soit une production énergétique de l'ordre de 480 GWh* dont la moitié d'origine renouvelable, les trois-quarts sont valorisés sous forme de chaleur et un quart sous forme d'électricité. Cette valorisation énergétique des UIOM a augmenté de 30 % entre 2009 et 2017, notamment depuis 2015 avec l'alimentation de réseaux de chauffage urbain.

Concernant la valorisation du biogaz dans les installations de stockage des déchets non dangereux (ISDND), 9 sur 12 installations valorisent l'énergie produite (114 GWh) dont 60 % sous forme de chaleur, 30 % sous forme d'électricité et 10 % par injection du biogaz dans le réseau de gaz.

*1 gigawattheure correspond à 1 000 mégawattheures et représente la consommation annuelle moyenne d'électricité d'environ 200 logements.

Conformément aux conventions nationales, seuls 50 % de l'énergie valorisée sont considérés comme d'origine renouvelable, et les 50 % restants comme des énergies de récupération.

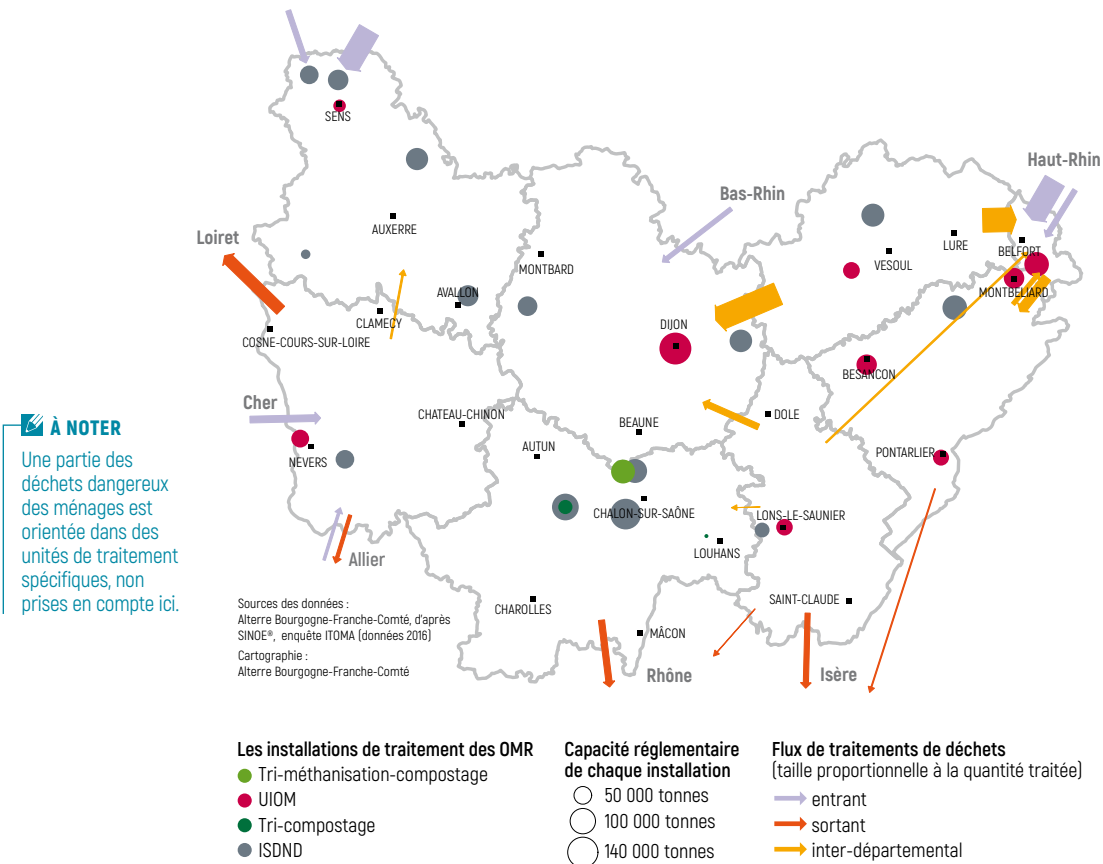
Les installations de traitement

26 installations de traitement des OMR

	Nombre d'installations de traitement des OMR en 2016	Capacités réglementaires (en tonnes)
● Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)	14	939 500
● Unité d'incinération des ordures ménagères (UIOM)	9	533 100
● Installation de tri-compostage	2	37 300
● Installation de tri-méthanisation-compostage	1	80 400

En 2016, les OMR collectées en Bourgogne-Franche-Comté sont traitées dans 26 installations situées sur le territoire régional d'une capacité réglementaire totale de 1,6 million de tonnes.

97 % des OMR traitées sur le territoire régional



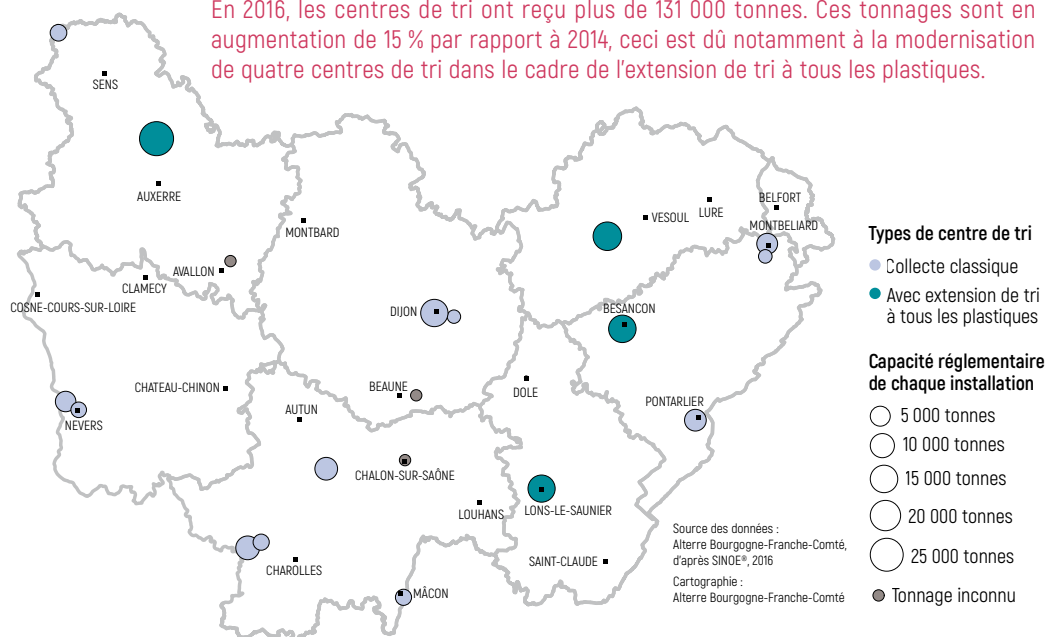
3 % des OMR sont traitées en dehors de la région, principalement dans les installations suivantes :

- UIOM de Bayet Lucane (Allier),
- UIOM de Bourgoin-Jallieu (Isère),
- UIOM de Gien (Loiret),
- UIOM de Villefranche-sur-Saône (Rhône).

3 % des OMR traitées par les installations de Bourgogne-Franche-Comté sont produites hors de la région.

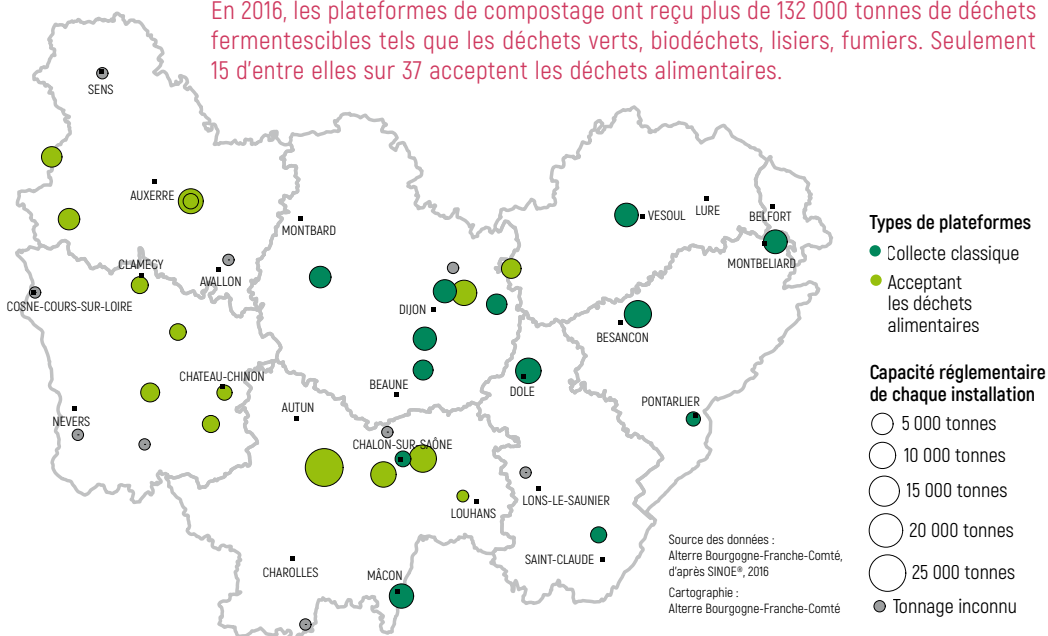
19 centres de tri

En 2016, les centres de tri ont reçu plus de 131 000 tonnes. Ces tonnages sont en augmentation de 15 % par rapport à 2014, ceci est dû notamment à la modernisation de quatre centres de tri dans le cadre de l'extension de tri à tous les plastiques.



37 plateformes de compostage

En 2016, les plateformes de compostage ont reçu plus de 132 000 tonnes de déchets fermentescibles tels que les déchets verts, biodéchets, lisiers, fumiers. Seulement 15 d'entre elles sur 37 acceptent les déchets alimentaires.



1 installation de production de combustibles solides de récupération (CSR)

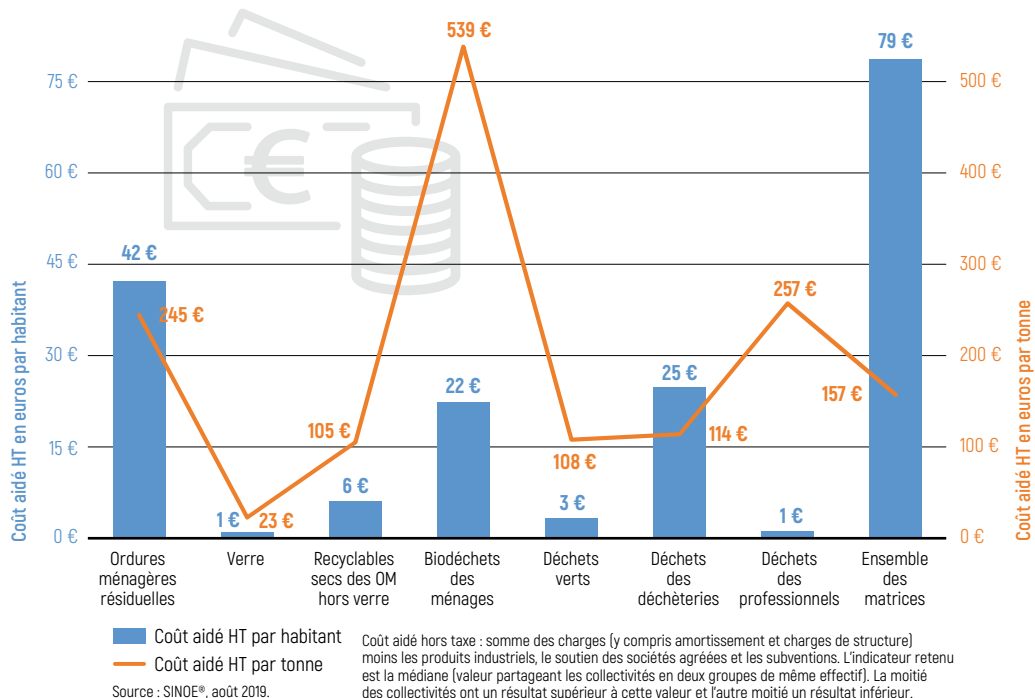
Le CSR est un combustible sec et propre, composé de matières elles-mêmes issues de la valorisation de certains types de déchets broyés : déchets industriels banals, encombrants de déchèteries, bois, cartons, déchets de chantiers ou encore déchets ménagers du quotidien.

En 2016, une installation existe en Bourgogne-Franche-Comté, à Ruffey-lès-Beaune (Côte-d'Or), d'une capacité réglementaire de traitement de 24 000 tonnes par an.

Le coût du service public des déchets

Les OMR : plus de la moitié du coût par habitant

Coûts des différents services des déchets : résultats observés sur 88 matrices des coûts renseignées par les collectivités de Bourgogne-Franche-Comté en 2016 -2017

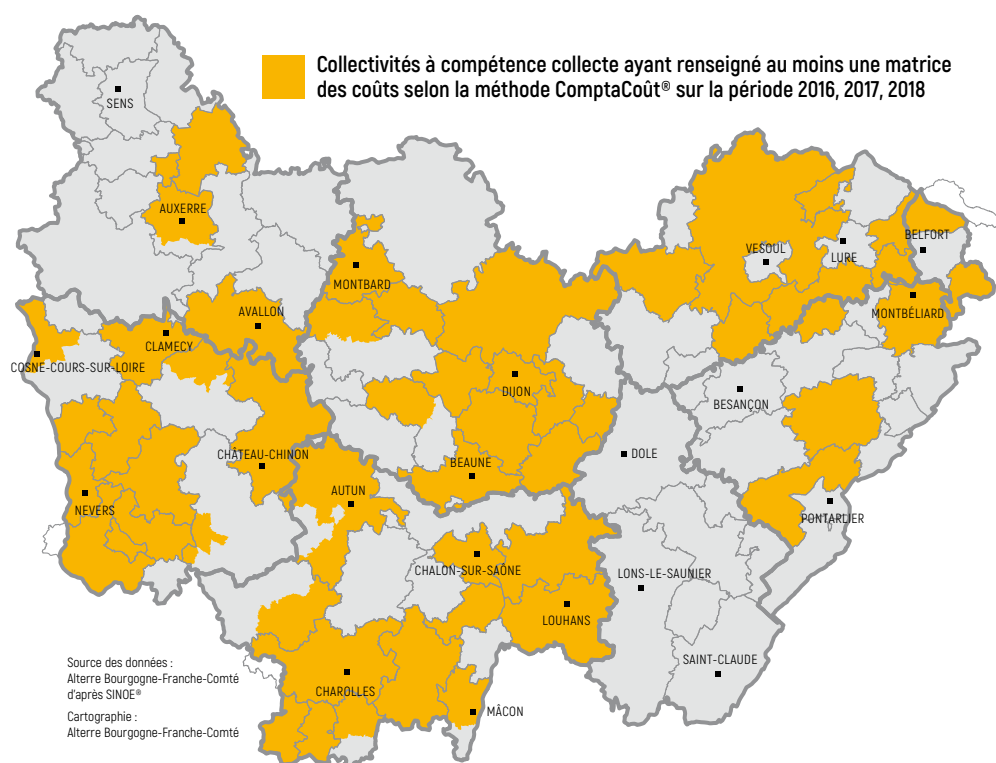


En Bourgogne-Franche-Comté, 88 matrices permettant l'analyse des coûts de leur service déchets ont été renseignées par les collectivités sur la période 2016-2017.

L'analyse de ces résultats montre que le coût restant à la charge des collectivités varie de 52 € à 144 € HT par habitant. Cette disparité importante s'explique notamment par une diversité des modes d'organisation du service des déchets, des différences de contraintes selon les territoires et des variations de quantités de déchets mis à la collecte par les habitants. Les OMR représentent le premier poste du coût global, qu'elles soient incinérées ou stockées. Leur coût de gestion varie de 24 € à 66 € HT par habitant, la moitié des collectivités se situant entre 32 € et 47 €. Diminuer les quantités d'OMR non valorisées constitue ainsi le premier levier des collectivités pour maîtriser les coûts : une tonne d'OMR évitée équivaut à 245 € non dépensés pour la collectivité.

Dans cet échantillon, 14 collectivités ont mis en place une collecte de biodéchets (déchets alimentaires avec ou sans végétaux). Rapporté à la tonne, le coût de ce service est élevé (539 €) et s'explique par la faiblesse des tonnages collectés. Rapporté à l'habitant, le coût restant à la charge des collectivités varie de 16 € à 29 € HT. Il est cependant en partie compensé par un coût inférieur de 13 % pour la gestion des OMR.

La matrice des coûts : un outil de gestion utilisé par près d'une collectivité sur deux



La matrice des coûts a été utilisée par 50 collectivités à compétence collective sur la période 2016-2018 regroupant 57 % de la population. Pour aider les collectivités locales à mieux connaître et gérer leurs coûts de gestion des déchets, l'ADEME a mis au point deux outils : la matrice des coûts et la méthode ComptaCoût®.

La matrice des coûts est un cadre de présentation des coûts du service public de gestion des déchets. Elle est alimentée par des données comptables, et présente ainsi quatre atouts pour les collectivités :

- L'adaptabilité, en offrant un cadre homogène entre collectivités s'adaptant à leurs contextes et besoins.
- La fiabilité, avec des règles de remplissage communes et pérennes, permettant un suivi de l'évolution des coûts et un positionnement par rapport à d'autres collectivités.
- La reconnaissance, car la matrice est approuvée par de nombreux acteurs : collectivités, syndicats professionnels, associations environnementales...
- La précision, avec une expression des coûts en euro, en euro par habitant, en euro par tonne et par flux de déchets.

ComptaCoût® est une méthode conçue par l'ADEME, basée sur les principes de la comptabilité analytique. Elle permet d'extraire de la comptabilité publique les charges et les produits relatifs aux déchets et de les classer de manière à renseigner plus facilement la matrice des coûts.

Le financement du service public des déchets

DÉFINITIONS

REOM : Il s'agit d'un financement du service rendu, le plus souvent basé sur le nombre d'occupants du logement.

TEOM : Il s'agit d'un financement fiscal, basé sur la valeur du logement.

Tarification incitative : Elle comprend une part fixe qui couvre les dépenses du service, et une part variable proportionnelle à la quantité de déchets présentés à la collecte par l'utilisateur. Elle peut prendre la forme d'une taxe (TEOMI) ou d'une redevance (REOMI).

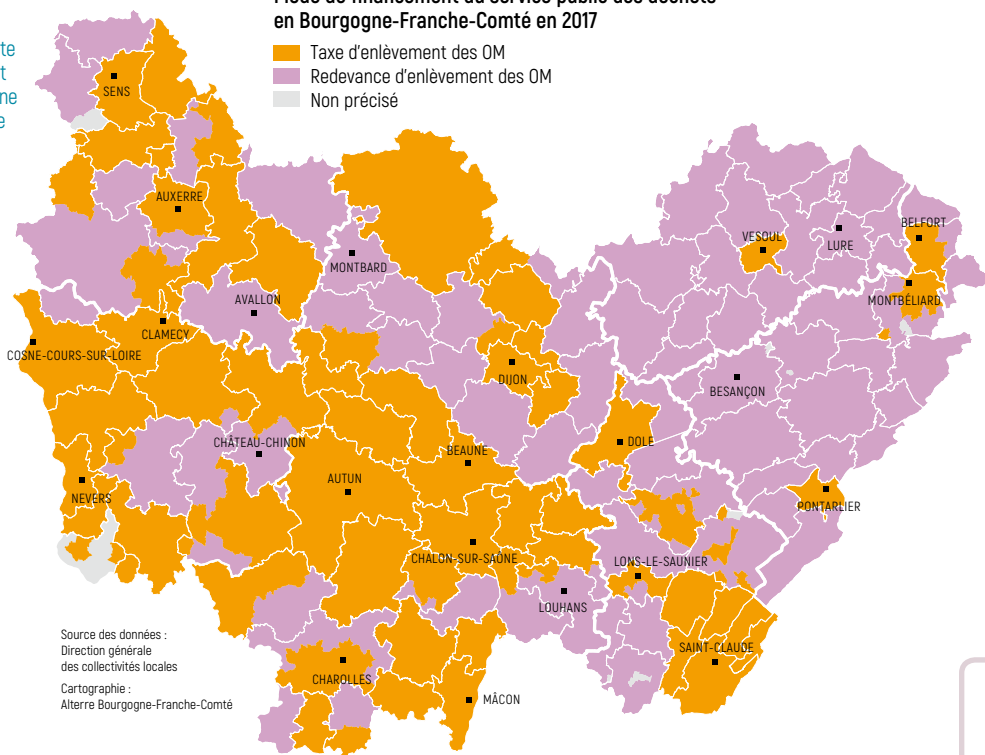
La redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM), mode de financement le plus appliqué par les communes

La REOM concerne 59 % des communes et 40 % de la population de Bourgogne-Franche-Comté en 2017. Le nombre de communes appliquant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) est moindre avec 41 % des communes, mais concerne 60 % de la population régionale.

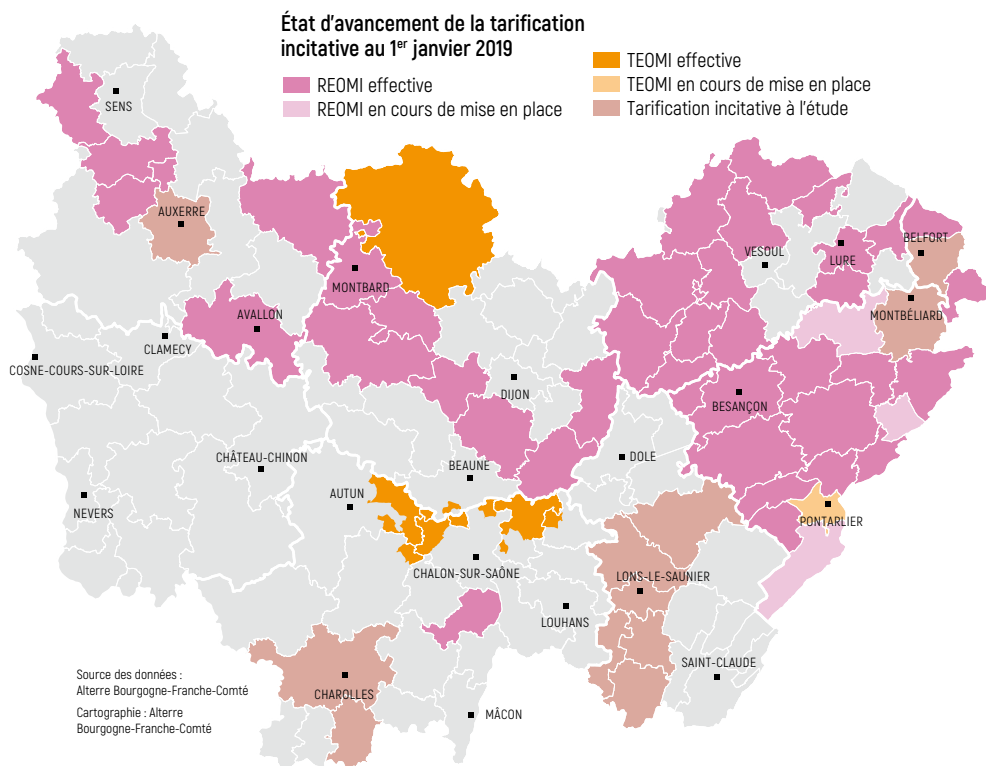
En 2017, le montant moyen prélevé en Bourgogne-Franche-Comté est de 93 € par habitant pour la TEOM et 85 € pour la REOM. Ces résultats sont stables par rapport à 2015 (92 € pour la TEOM et 85 € pour la REOM).

Mode de financement du service public des déchets
en Bourgogne-Franche-Comté en 2017

- Taxe d'enlèvement des OM
- Redevance d'enlèvement des OM
- Non précisé



30 % de la population régionale concernée par une tarification incitative au 1^{er} janvier 2019



En 2019, la tarification incitative est opérationnelle ou en cours de mise en place dans 50 collectivités de Bourgogne-Franche-Comté. Elle concerne 41 % des communes et 30 % de la population. La Bourgogne-Franche-Comté est ainsi la deuxième région française en termes de taux de population concernée par une tarification incitative.

Les collectivités concernées par une tarification incitative effective se situent principalement en dehors des zones urbaines, hormis la communauté d'agglomération de Besançon. L'idée de mettre en place ce mode de financement commence à émerger dans les agglomérations de Montbéliard, Belfort et Auxerre, pour lesquelles une étude est en cours.

En 2017, les collectivités ayant une tarification incitative présentent une quantité d'OMR collectées par habitant en moyenne plus faible que les collectivités sans ce type de tarification : 152 kg/hab. contre 215 kg/hab. Elles ont également des ratios d'emballages et journaux-magazines plus élevés : 60 kg/hab. contre 53 kg/hab. pour les autres. Concernant les DMA, les collectivités en tarification incitative ont des quantités collectées par habitant inférieures aux autres : 484 kg contre 498 kg.

BTP : bâtiment et travaux publics
CSR : combustible solide de récupération
DAE : déchets d'activités économiques
D3E : déchets d'équipements électriques et électroniques
DMA : déchets ménagers et assimilés
EIT : écologie industrielle et territoriale
EPCI : établissement public de coopération intercommunale
ISDND : installation de stockage des déchets non dangereux
ITOM : installation de traitement d'ordures ménagères
LTECV : Loi de transition énergétique pour la croissance verte
MODECOM : méthode de caractérisation des ordures ménagères
OMA : ordures ménagères et assimilées
OMR : ordures ménagères résiduelles
PLPDMA : programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés
PRPGDND : plan régional de prévention et de gestion des déchets
REOM : redevance d'enlèvement des ordures ménagères
SINOE® : Système d'information et d'observation de l'environnement
TEOM : taxe d'enlèvement des ordures ménagères
UIOM : unité d'incinération des ordures ménagères
ZDZG : Zéro déchet, zéro gaspillage



DES RESSOURCES POUR ALLER PLUS LOIN

- » **10 indicateurs clés pour le suivi de l'économie circulaire – Édition 2017**, Commissariat général au développement durable, mars 2017
- » **Plan régional de prévention et de gestion des déchets**, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, novembre 2019
- » **MODECOM 2017 - Campagne nationale de caractérisation des déchets ménagers et assimilés**, ADEME, mars 2019
- » **Déchets chiffres-clés : L'essentiel 2018**, ADEME, mars 2019
- » **Cartes des Collectivités à compétence collecte et traitement des DMA en Bourgogne-Franche-Comté**, ADEME Bourgogne-Franche-Comté, décembre 2017
- » **Référentiel national des coûts du service public de prévention et de gestion des déchets**, ADEME, juillet 2019
- » **Recueil de fiches retours d'expériences de 12 collectivités de Bourgogne-Franche-Comté dans la mise en place de la tarification incitative**, ASCOMADE, septembre 2019
- » **Recueil de retours d'expériences pour la prévention et la gestion des déchets verts**, ASCOMADE, septembre 2019
- » **Gestion et prévention des déchets en Bourgogne-Franche-Comté, données et analyse - Édition 2017**, Alterre Bourgogne-Franche-Comté, octobre 2017



Alterre Bourgogne-Franche-Comté, agence pour l'environnement et le développement soutenable, poursuit quatre objectifs : améliorer la connaissance, construire une culture commune, favoriser la mise en pratique du développement durable, et repérer les enjeux de demain. Ses domaines de compétences sont l'observation, l'information-sensibilisation, l'animation de réseaux d'acteurs et l'accompagnement. Alterre intervient sur de nombreux domaines tels que la biodiversité, les déchets, l'énergie, l'adaptation au changement climatique, l'écologie territoriale, l'eau, la santé-environnement et les démarches territoriales de développement durable en croisant, autant que possible, les aspects sociaux et économiques avec les aspects environnementaux. Alterre est une association loi 1901, majoritairement financée par le conseil régional, l'ADEME, l'État et l'Europe à travers le fonds FEDER.

www.alterrebourgognefranchecomte.org

SOURCES ET REMERCIEMENTS

Ce document a été élaboré par Alterre en collaboration et avec les concours financiers de l'ADEME Bourgogne-Franche-Comté et du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté. Les informations et les données sont issues en grande partie de l'enquête "Collecte des déchets" menée par l'ADEME en 2018 sur les données 2017.

Plaquette réalisée par Alterre Bourgogne-Franche-Comté
Mise en page : Fuglane